Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1549

Artikel: Recherche : prends l'argent et tais-toi!
Autor: Escher, Gérard
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1021253

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Prends l'argent et tais-toi!

L'administration américaine exerce des fortes pressions sur les milieux scientifiques. L'indépendance et la crédibilité de la recherche sont en danger malgré des financements généreux.

Jamais, dit-on, administration américaine n'a tant malmené et ignoré le monde de la recherche. Il a fallu neuf mois pour nommer le ministre de la science, autrement dit le «conseiller à la science» du président. Il a encore fallu deux ans pour pourvoir le poste de directeur du National Institutes on Health (NIH), la plus importante agence de soutien de recherche, dont le budget 2004 avoisine les 30 milliards de dollars.

Censures et restrictions

Dans l'intervalle, on a, entre autres, redéfini les concentrations légales d'arsenic dans l'eau potable, jeté le Protocole de Kyoto aux oubliettes, et réduit drastiquement la recherche publique sur les cellules souches (tout en laissant entière liberté à la recherche privée). De manière plus anecdotique, on a épuré les pages *web* officielles et fait disparaître les références aux études scientifiques sur l'avortement et le risque du cancer du sein, ou encore sur l'efficacité des préservatifs.

Dans notre société complexe, de nombreuses décisions politiques s'appuient sur l'avis de commissions scientifiques consultatives. Cet avis n'est valable que si l'on peut raisonnablement avoir confiance dans l'autonomie de ces membres et la «scientificité» de ces conseils. Avec un sans gêne qui force l'admiration, l'administration Bush a nettoyé ces nombreux comités scientifiques. Par exemple, les membres du Comité scientifique pour les questions de santé publique du Center for Disease Control (CDC) ont été entièrement remplacés. Le même sort a été réservé aux scientifiques chargés des métaux toxiques (plomb). Idem pour le Comité scientifique consultatif pour la recherche sur l'être humain, le Comité sur les tests génétiques, et, plus étrange, le Comité de coordination de la recherche en dystrophie musculaire. S'agit-il du renvoi d'experts reconnus, parce qu'ils n'ont pas voté pour le Président aux dernières élections – selon l'aveu public d'un professeur de psychiatrie proposé par ses pairs au Comité scientifique sur les dépendances?

Avec 67 milliards de dollars promis au Pentagone, la recherche militaire reprend le dessus, le renversement historique de l'administration Clinton en faveur de la recherche civile est donc effacé.

L'indépendance bafouillée

Plus choquant encore - en tout cas pour les mœurs suisses - l'administration américaine intervient même dans les comités scientifiques «purs», chargés d'évaluer «par les pairs» des projets de recherche. C'est ce qui est arrivé au Comité de lecture des projets dans le domaine des accidents de travail.

Parmi les conséquences directes du 11 septembre 2001 sur la communauté scientifique, il y a les difficultés à organiser des congrès internationaux. En fait, les restrictions aux frontières paraissent telles que certaines universités américaines recommandent à leurs étudiants «post-docs» issus de pays sensibles (y compris la Chine) à ne pas visiter leur famille, de peur de ne pouvoir revenir au laboratoire. L'administration veut encore introduire des restrictions dans les publications scientifiques, en introduisant une catégorie vague, dite «sensible mais non classé». Elle propose aussi une aide juridique aux agences scientifiques qui voudraient combattre les demandes d'information sur des projets de recherche selon les termes du «freedom of information act».

Bref, rarement une administration a été autant aux antipodes de ce qui est cher au monde scientifique «dire la vérité au pouvoir, développer la collaboration internationale, promouvoir la paix par le contrôle de l'armement, lutter pour un environnement sain, défendre l'égalité des chances dans l'éducation».

L'argent ne maque pas

Mais, la communauté scientifique est-elle révoltée? Non. Elle est certes très malheureuse, mais elle n'est pas révoltée. Car le souci majeur, voire le lien affectif principal avec le gouvernement, c'est l'argent. Et de l'argent, malgré la crise économique, en dépit des déficits budgétaires gigantesques, il y en a plein. Le budget 2003 pour la recherche (R&D) s'élève à 123 milliards de dollars, en augmentation de 9%. L'année précédente, l'augmentation avait été équivalente. Bien sûr, avec 67 milliards de dollars promis au Pentagone, la recherche militaire reprend le dessus. Le renversement historique de l'administration Clinton en faveur de la recherche civile est donc effacé. Mais «non olet», même le noble Massachusetts Institute on Technology (MIT) a accepté sans sourciller de créer - nanotechnologie oblige – l'Institut du Soldat du Futur. *ge*

New Scientist, 8 février 2003

Science, 7 février 2003 (pour le budget 2003 de la recherche)

Science, 31 janvier 2003 (éditorial).